



Listes de contenus disponibles sur: [Scholar](#)

**Regard Analytique Des Strategies Des Deux Premieres Forces Politiques Aux Elections
Legislatives Et Provinciales De 2006 En Rd Congo.**

Journal homepage: ijssass.com/index.php/ijssass

**REGARD ANALYTIQUE DES STRATEGIES DES DEUX PREMIERES FORCES POLITIQUES AUX
ELECTIONS LEGISLATIVES ET PROVINCIALES DE 2006 EN RD CONGO ☆**

NIMI NGOMA Emmanuel ^a, M'PIANA YENGA Willy ^b, NGONGO NGONGO Gullaume ^c, SANGO
KALUNGA Médard ^d, BUANGA MBUINGA Ninita ^e, SENKER NDIMBA Bob ^{f*}

A. Enquêteur Economique à l'IRES

B. Assistant de recherche, Université de Mwene Ditu

C. Chef des travaux, Université Pédagogique Nationale.

D. Assistant scientifique, Institut Supérieur Pédagogique de Nyinzu, Tanganyika

E. Assistant, Université Pédagogique Nationale

F. Assistant, Université Pédagogique Nationale .

Received 30 July 2022; Accepted 15 August 2022

Available online 25 August 2022

ARTICLE INFO

Keywords:

Analyse

Forces politiques

Elections

Elections législatives

Elections Provinciales

Commission Electorale
Indépendante

République démocratique du
Congo.

ABSTRACT

Notre étude se propose d'expliquer dans les moindres détails les stratégies mises sur pied par le Parti du Peuple pour la Reconstruction et la Démocratie (PPRD) et le Mouvement de Libération du Congo (MLC), deux premières forces politiques du pays après les législatives et provinciales des 30 juillet et 29 octobre 2006. En effet, après proclamation des résultats électoraux, le PPRD décroche cent et onze sièges à l'Assemblée Nationale et cent trente-deux députés provinciaux, le MLC quant à lui fait soixante-quatre députés nationaux et cent et quatre députés provinciaux.

Cette étude analyse trois principales stratégies, à savoir : le recours aux leaders locaux, le recours à la violence et la force financière qui ont hissé ces deux forces politiques à la tête des deux cents soixante-treize partis politiques qui ont concouru à ces élections..

1. INTRODUCTION

Dans une étude précédente, nous avons analysé les résultats des élections législatives et provinciales de 2006. Nous sommes arrivé à la conclusion selon laquelle les deux forces politiques ont obtenu les meilleurs résultats dans leurs zones d'influence (l'Est pour le PPRD et l'Ouest pour le MLC). Comme l'atteste le tableau n° 1 ci-dessous.

Tableau n° 1. Tableau synoptique des résultats législatifs et provinciaux par zones d'influence

N°	Provinces	Députés nationaux					Députés provinciaux					Zones d'influences
		PPRD			MLC		PPRD			MLC		
		Sièges	Nombre d'élus	%	Nombre d'élus	%	Sièges	Nombre d'élus	%	Nombre d'élus	%	
1.	Kinshasa	58	4	7	9	14	44	8	18	22	50	Ouest
2.	Bas-Congo	24	6	25	3	12,5	27	4	15	5	19	Ouest
3.	Bandundu	57	4	7	5	9	77	11	14	12	16	Ouest
4.	Equateur	58	3	5	20	43	100	12	11	37	37	Ouest
	Sous-total 1	197	17	9	37	21	248	35	14	76	31	Ouest
5.	Nord-Kivu	48	15	31	3	6	38	9	24	1	3	Est
6.	Sud-Kivu	32	13	41	0	0	33	8	24	0	0	Est
7.	Maniema	12	6	50	0	0	22	6	27	0	0	Est
8.	Katanga	69	26	38	3	4	93	33	35	3	3	Est
9.	Province-Orientale	63	20	32	5	5	88	21	24	7	8	Est
	Sous-total 2	224	80	36	11	4	274	77	30	14	4	Est
10.	Kasaï-Occidental	40	9	22,50	9	17,50	61	9	18	11	5	
11.	Kasaï-Oriental	39	5	13	6	18	49	11	20	6	22	Centre
	Sous-total 3	79	14	18	15	18	110	20	19	14	12,7	Centre

	Total	500	111	22,50	64	12,80	632	132	20,88	104	16,45	Centre
--	--------------	------------	------------	--------------	-----------	--------------	------------	------------	--------------	------------	--------------	---------------

Source : De nous-mêmes après analyse des données publiées par la CEI.(Commission Electorale Indépendante).

Ainsi, pour compléter cette étude, nous avons trouvé nécessaire de la lier (lier les résultats électoraux obtenus) aux stratégies développées par ces deux forces politiques. Telles sont les raisons qui nous ont poussé à jeter un regard analytique aux stratégies développées par le PPRD et le MLC. En effet, la République Démocratique du Congo a renoué avec la démocratie électorale avec la tenue des élections de 2006 auxquelles deux cent treize partis politiques ont pris part. A l'issue de ces élections, soixante-six partis politiques, soit 24,17% et 63 candidats indépendants siègent à l'Assemblée Nationale qui compte cinq cents sièges. De ces soixante-six partis politiques représentés à l'Assemblée Nationale, seuls deux y obtiennent au moins le dixième des sièges : le PPRD et le MLC qui décrochent respectivement cent onze, soit 22,20% et 64, soit 12,20%. Ces deux forces politiques font des performances similaires aux élections des députés provinciaux. Le PPRD obtient cent trente-deux députés provinciaux, soit 20,90% contre 104 soit 16,50% pour le MLC¹.

Nous retenons le seuil des 10% des sièges parce que c'est ce seuil qui est requis pour constituer en groupe parlementaire tant à l'Assemblée Nationale qu'aux Assemblées provinciales. Ainsi, notre préoccupation majeure dans cette étude est de savoir justement les facteurs (stratégies) qui ont permis à ces deux partis politiques d'émerger mieux que les autres

¹ Source : De nous-mêmes après consultation et analyse des archives de la CEI.

au point de devenir les deux premières forces politiques du pays en moins de cinq années de leur existence.

Face à cette préoccupation, nous partons d'une hypothèse subjective selon laquelle : « le PPRD et le MLC auraient recouru à un ensemble de stratégies et d'actions politiques soutenues par des moyens financiers pour s'imposer dans l'espace politique congolais ». Pour raisons de lucidité, nous utilisons les quatre matériaux de la méthode géo-qualimétrique² soutenue par la théorie des jeux des acteurs. La méthode géo-qualimétrique est un procédé de production scientifique basé sur la triangulation des démarches qualitatives, quantitatives et spatiales.

La théorie des jeux des acteurs quant à elle, est l'une des théories des sciences sociales qui se propose d'étudier des situations appelées « jeux » où des individus « les joueurs » prennent des décisions, chacun étant conscient que le résultat de son propre choix (ses gains) dépend de celui des autres. C'est pourquoi on dit de la théorie des jeux, une « théorie en interaction ». Elle nécessite impérativement la compréhension à la fois du jeu et des acteurs.

Ceci dit, les quatre matériaux sont :

- L'espace politique congolais qui est

² KOURD Erick, La géo-qualimétrie : théorie et pratique, éd. Sciences et savoir, Dakar, 2007, pp. 16-17.

localisable à partir de Kinshasa et des provinces. Ce sont des espaces géographiques bien conscris et administrés par un pouvoir public. C'est le lieu où évoluent le PPRD et le MLC ;

- Le cadre légal d'existence, c'est-à-dire l'histoire et les actions des partis politiques qui nous font comprendre ce que sont et font les partis politiques (PPRD et MLC) au quotidien. Ceci afin de nous permettre à les identifier et de les classer ;
- Les zones d'influence des partis politiques qui nous renvoient aux différents sites, fiefs sinon les lieux de prédilection des partis politiques où ils opèrent particulièrement ;
- Les résultats électoraux ; il s'agit des chiffres qui permettent de mesurer le poids politique d'un parti, sa zone d'influence, ses capacités mobilisatrices, etc.

2. RECOURS AUX LEADERS LOCAUX

Kuna Maba Mambuku Germain³, faisant la lecture de tous les partis politiques créés avant les élections de mai 1960 comprend que « faute de repères idéologiques et d'une bonne expérience de participation politique, les Congolais ont recouru à ce qu'ils avaient avec eux et autour d'eux pour créer des organisations

politiques : le cadre ethnique. A ce titre, la base de la création des partis n'était que d'ordre ethnique et les discours ne tournaient qu'autour de la défense des intérêts des groupes ethniques. Ces leaders qui tentaient l'expérience des mouvements nationaux étaient vite rattrapés par la réalité si bien qu'ils finissent par se recroqueviller sur les groupes ethniques. Il leur était pratiquement difficile d'avoir des clients politiques dans le jardin du voisin, excepté ceux qui comprirent tôt l'importance des regroupements politiques ».

En effet, lors du premier tour de l'élection présidentielle tenu le 29 juillet 2006, bien que les trente-trois candidats aient obtenu des voix sur l'ensemble du pays, leurs zones d'influence respectives étaient avant tout leurs provinces et finalement leurs espaces linguistiques. C'est ainsi qu'Antoine Gizenga, Nzanga Mobutu et Lunda Bululu, les trois candidats présidents de la République dont les partis ont dépassé la barre de 1% sans alliance politique l'ont fait principalement grâce à leur ancrage ethnique. Tenez, Antoine Gizenga est l'un des pères de l'indépendance, connu par son attachement aux idées de Lumumba. Il a fait pratiquement le carton plein de voix dans sa province d'origine, le Bandundu, l'actuellement divisée en quatre dont on cite le kwango, le kwilu et le Mayi Ndombe. Nzanga Mobutu est le fils de l'ancien Président Mobutu. Il est considéré par les siens de la province de l'Equateur comme l'héritier politique de son père. Et c'est justement dans cette province où il s'est partagé les voix avec son beau-frère Jean-Pierre Bemba Gombo. Lunda Bululu est un ancien Premier Ministre, le

³ Kuna Maba Mambuku Germain et alii, *Cartographie des partis politiques de la République Démocratique du Congo*, Kas, Kinshasa, octobre 2021, pp.17 et. SV.

tout Premier Ministre dès l'ouverture du pays à la démocratie en 1990. Il est connu pour avoir démissionné de son poste mais aussi pour avoir amélioré les conditions salariales des fonctionnaires de l'Etat. Il jouissait donc d'une bonne image dans l'opinion. Même alors, il a obtenu la quasi-totalité de ses voix dans sa province d'origine, le Katanga.

2.1. Le PPRD et le recours aux leaders locaux

Le PPRD a recruté plusieurs de ses cadres au sein des anciens cadres de l'AFDL, de l'Union pour la Démocratie et le Progrès Social (UDPS), du Mouvement Populaire de la Révolution (MPR) et du MLC par débauchage, par transhumance et par vagabondage politique. Il se vérifie qu'à son accession à la magistrature suprême, Joseph Kabila travaille avec l'appareil étatique mis en place par le pouvoir de l'AFDL au sein duquel il a dirigé les forces terrestres. Tous les animateurs des institutions politiques, de la territoriale, des entreprises publiques, les membres du gouvernement, de l'armée et des services de sécurité lui font allégeance parce qu'ils craignent de perdre leurs postes, « l'Etat étant un lieu d'enrichissement »⁴ en RDC. Et chacun de ces cadres avait l'obligation de se rabattre sur son terroir sinon sa province pour recruter des cadres et y organiser l'implantation des structures du parti. C'est pour cette raison que tous les onze gouverneurs des provinces étaient nommés des présidents interfédéraux du PPRD. Emmanuel Ramazani Shadari, ancien

Gouverneur de province et l'un des cofondateurs du PPRD affirme que : « le recrutement des cofondateurs du parti a été fait par les gouverneurs des provinces de l'époque de 2002 ». A ceci s'ajoute le travail de recrutement abattu par des responsables des institutions et des barons du régime au sein de leurs terroirs ou provinces d'origine comme le cas de monsieur Ndombi wa Ndombi, un Kuba de Luebo au Kasai-Occidental et proche parent de Mira Ndjoko, ministre de l'intérieur et officier militaire qui a abattu un travail remarquable. Ensuite, plusieurs cadres du Mouvement Populaire de la Révolution (MPR) restés sans repères politiques après la déconfiture de leur parti à la suite de la disparition du Maréchal Président Mobutu se sont versés au PPRD. Des figures emblématiques de la deuxième République illustrent cette transhumance politique parmi lesquels Tshongo Tshibikubula, Banza Mukalay, Mokolo wa Pombo, etc.

Et puis, l'UDPS est aussi comptée parmi les partis politiques qui ont versé plusieurs de ses cadres au sein du PPRD à la suite de son retrait du processus électoral bien qu'ayant participé au Dialogue Intercongolais (DIC) et ainsi signé l'Accord Global et Inclusif. Cette décision prise par son Président Etienne Tshisekedi wa Mulumba était jugée indigeste et a poussé plusieurs cadres des organes tant centraux que provinciaux à adhérer à ce nouveau parti qui a suscité l'espoir, survie politique oblige.

Charles Okoto Lolakombe, cofondateur

⁴ MBIKAYI MUNDEKE Alex, *Le phénomène de violence dans le système politique zaïrois, post-colonial*, Essai d'explication de ses fondements et mécanismes, Thèse de doctorat, UNIKIN, 1997 p. 138.

du PPRD, Vice-gouverneur puis Gouverneur de Kasai-Oriental, Ministre des Affaires Etrangères et Président Administrateur Délégué de la Miba a joué un rôle de premier rang dans la transhumance des cadres de l'UDPS de l'espace Kasai au profit du PPRD. C'est le cas par exemple de : Benoît Kazadi, co-fondateur du PPRD et ancien cadre de la fédération de l'UDPS/Kasai-Oriental ; Adolphe Dinanga Mpinga Kana, co-fondateur du PPRD, élu par acclamation comme Maire de la ville de Mbuji-Mayi lors de l'entrée des troupes de l'AFDL en avril 1997 et ancien cadre de la fédération de l'UDPS/Kasai-Oriental ; Dinanga Mutoke Kanguvu, Chef coutumier et ancien général de l'armée de la sécession du Sud-Kasai, etc...

En outre, le MLC a perdu beaucoup de ses cadres au profit du PPRD ou de la famille politique de Joseph Kabila par débauchage. Plusieurs cadres du MLC ayant occupé des postes au sein des Institutions de la transition se sont retrouvés avant même la fin de celle-ci, cadres puis élus du PPRD ou de l'Alliance pour la majorité présidentielle (AMP) lors des élections de 2006. Ce débauchage a fait perdre presque 30% des anciens cadres du MLC principalement du fait des avantages divers. L'absence de Jean-Pierre Bemba, incarcéré à la Haye où il continuait à gérer le parti ainsi qu'une mauvaise gestion de ses cadres a aussi ouvert la porte à ce débauchage.

C'est ainsi par exemple sept ministres du gouvernement de transition ont quitté le MLC au profit du PPRD ou de la famille politique de Joseph Kabila. Il s'agit de Ghonda Antoine,

Ministre des Affaires Etrangères ; Thambwe Mwamba Alexis, Ministre du Plan ; Mwamba Tshishimbi François, Ministre du Budget ; Endundu Bononge, Ministre des Travaux Publics ; NIMY Roger, Ministre du Tourisme ; Munembwe Elysée, Ministre de l'Enseignement Primaire et Secondaire et Egbake Omer, Ministre de la Jeunesse et Sports. De ce qui vient d'être dit, il est accepté que le recours aux leaders locaux comme stratégie de conquête du pouvoir a contribué efficacement dans le succès électoral du PPRD. Car tous les gouverneurs de provinces candidats aux législatives ou aux provinciales ont été élus et ont aidé à leur tour les cadres qu'ils ont recrutés à être élus. C'est par exemple le cas de Monsieur Tsasa-di-Ntumba alors gouverneur de la province du Bas-Congo qui s'était fait élire Député National de la circonscription électorale de Lukula et a recruté et fait élire Monsieur Romain Photo Ngumba, député provincial de Tshela.

2.2. Le MLC et le recours aux leaders locaux

Le MLC, principal rival du PPRD et deuxième force politique s'est lui aussi tourné vers le MPR, l'UDPS et des personnalités indépendantes pour recruter ses animateurs et s'implanter à travers le territoire national. Les zones couvertes par l'armée de Libération du Congo a servi de point d'appui pour recruter les membres du MLC. Jean-Pierre Bemba Gombo affirme que les intellectuels et la jeunesse de Kisangani, des cadres et des personnes de valeur abandonnent leur travail pour s'engager à ses côtés. C'est le cas des personnalités comme Singo, Shabani, Papy Kibonge Yuma, Valentin

Senga, Delphin Etula, Poème Kingolo, Jean-Claude Bilola, Alain Munanga, etc. A ce tout premier groupe se joindront d'autres cadres et notables comme Kisombe Kiaku Muisi, Kimasi, Mboso Nkodia, Nzuzi wa Mbombo, Diayikwa, Mukoka, Dyndo, Kama, Nkumu, Bomanza, Eve Bazaïba masudi, Kilembe, Kakuvudi, Ndombe, Kadima, etc.

Il est à noter qu'en dehors des hommes politiques, le MLC tout comme le PPRD s'étaient tournés vers les acteurs de la société civile (animateurs des organisations non gouvernementales, médecins, opérateurs économiques, enseignants, pasteurs ou artisans) qui s'étaient imposés dans leurs terroirs, grâce aux projets profitables à leur communauté, comme l'aménagement des routes, la construction des bonnes fontaines, des écoles, des hôpitaux par leurs actions et interventions, etc.

Nous terminons l'analyse de ce point en

soulignant que les partis politiques de la RDC se fondent et se refondent par des dissidences lesquelles s'expliquent par diverses motivations dont la transhumance, le débauchage et le vagabondage politique.

Le tableau n° 2 ci-dessous nous donne une moyenne de quatre dissidences pour les partis qui y sont repris. Le PPRD par exemple a connu quatre dissidences qui ont donné naissance à l'UNC, au MSR, au CNC et à l'ECT qui, à leur tour, n'ont pas été épargnés par cette terre. Nous sommes certain qu'avec le départ de Joseph Kabila de la présidence de la République, le PPRD court le risque de subir le sort que le MPR, l'ancien parti unique de Mobutu.

Le MLC quant à lui, est le porte-étendard des partis ayant connu le plus grand nombre de dissidences. Il en a connu neuf (scissions) donnant ainsi naissance à ARC, ATD, UFC, PDC, ADR, ECCO, CDR, MLC/L et le Centre.

Tableau n° 2. Les partis politiques et leurs dissidences

N°	Parti politique	Parti dissident	Leader(s) du parti dissident	Motif de la dissidence
1.	MPR	UDPS	Treize parlementaires	Conflit de leadership entre Mobutu et Tshisekedi
2.	MPR	MLC	Jean-Pierre Bemba	Liquidation du MPR après la chute du régime de Mobutu
3.	MPR	UDEMOMO	Nzanga Mobutu	Repositionnement politique
4.	MPR	MPCR	J-C Mvuemba	Repositionnement politique
5.	AFDL	PPRD	Joseph Kabila	Conflit (réel ou supposé) avec les parrains de l'AFDL
6.	AFDL	RCD	Azarias Ruberwa	Stratégie de lutte politique
7.	RCD	RCD/KML	Mbusa Nyamwisi	Lutte de leadership
8.	RCD	RCD/N	Roger Lumbala	Lutte de leadership
9.	PPRD	UNC	Vital Kamerhe	Conflit de leadership avec Joseph Kabila
10.	PPRD	MSR	Pierre Lumbi	Stratégie électorale
11.	MSR	MSR	Guy Yoka	Dédoublage de parti
12.	MSR	MS	Pierre Lumbi	Restructuration après le dédoublement du parti
13.	PPRD	CNC	Pius Muabilu	Repositionnement politique
14.	PPRD	ECT	Félix Kabange	Stratégie électorale
15.	UDPS	UDPS/Kibasa	Kibasa Jr	Conflit de leadership entre Kibasa et Etienne Tshisekedi
16.	UDPS	CDPS	Belchica	Repositionnement politique

17.	UDPS	UPCR	Bruno Mavungu	Repositionnement politique
18.	UDPS-Tshisekedi	UDPS/Le peuple	Valentin Mubake	Dédoublément-conflit de leadership
19.	UDPS-Tshisekedi	UDPS	Bruno Tshibala	Transhumance politique
20.	MLC	ARC	Olivier Kamitatu	Conflit de leadership avec J-P.Bemba
21.	MLC	ATD	José Makila	Conflit de leadership avec J-P.Bemba
22.	MLC	UFC	Léon Kengo	Positionnement politique
23.	MLC	PDC	José Endundo	Conflit de leadership avec J-P.Bemba
24.	MLC	ADR	François Muamba	Débauchage politique
25.	MLC	ECCO	Adam Bombole	Repositionnement personnel
26.	MLC	CDER	Jean Lucien Bussa	Conflit d'intérêts politiques
27.	MLC	MLC/L	Thomas Luhaka	Débauchage politique
28.	MLC	Le Centre	Germain Kambinga	Positionnement politique
29.	PALU ⁵	APL	Marie Laure Kawanda	Positionnement politique
30.	PALU	PALU	Dorothee Gizenga	Lutte de leadership
31.	PALU	PALU/MAYOBO	Godé Mayobo	Lutte de leadership
32.	UNC	ARCN	Justin Bitakwira	Débauchage politique
33.	UNC	FCR	Bertrand Ewanga	Conflit d'intérêts avec Kamerhe

⁵ Le PALU est le fruit d'une dissidence du PSA (Parti Solidaire Africain), un parti indépendantiste.

34.	UNC	UDA	J-C Lubaya	Conflit d'intérêts avec kamerhe
-----	-----	-----	------------	---------------------------------

Source: Kuna-Maba Mambuku Germain (2021), *op.cit.*, pp. 52-53.

3. LE RECOURS A LA VIOLENCE

A travers le recours aux leaders locaux, nous avons démontré la manière dont le PPRD et le MLC ont recruté leurs cadres lesquels ont facilité leur implantation à travers le territoire national et contribué efficacement à leur succès électoral de part les candidats présentés et les élus de ces deux forces politiques. Nous continuons avec la deuxième stratégie qui est le recours à la violence.

En effet, en signant l'Accord Global et Inclusif, toutes les parties belligérantes s'étaient engagées au respect et à l'observance stricts d'une transition pacifique et non conflictuelle afin d'aboutir à des élections démocratiques. Mais les enjeux autour du pouvoir ont vite prouvé le contraire à cause du climat politique très morose sinon agité pendant le processus électoral. C'est-à-dire du référendum constitutionnel à la proclamation des résultats électoraux.

La violence comme stratégie du succès a consisté pour les deux principaux partis politiques à créer l'insécurité sous ses diverses facettes afin de s'attirer la confiance populaire lors des élections en vue.

L'analyse des résultats électoraux a démontré que s'appuyant sur la violence chacune des forces politiques a exercé de

l'influence et obtenu les meilleurs résultats dans sa zone d'influence. Le PPRD s'est imposé dans toutes les provinces de l'Est du pays et le MLC dans toutes les provinces de l'Ouest. Pour obtenir ces résultats, les deux forces politiques ont recouru à la violence physique, psychique et structurelle principalement dans leurs zones d'influence.

Michaud Y.⁶ estime qu' « il y a violence quand, dans une situation d'interaction un ou plusieurs acteurs agissent de manière directe ou indirecte, massée ou distribuée, portent atteinte à une ou plusieurs autres à des degrés variables soit dans leur intégrité physique, soit dans leurs possessions, soit dans leurs participations symboliques ou collectives ». Nous entendons par violence physique tout acte qui vise à causer un dommage au corps physique de l'homme. Cette violence est soit de nature politique, soit de nature criminelle. Nous nous attelons à la violence politique puisque le PPRD et le MLC y ont recouru afin d'écarter de la course leurs adversaires dans le dessein de gagner les élections à tous les niveaux. C'est ainsi qu'il a été observé à la veille des élections de 2006 la recrudescence des cas d'insécurité et de toutes sortes de violences. Les assassinats, les arrestations, les intimidations, les campagnes d'intoxications, les vidanges des réserves de pétrole dans les aéroports de l'arrière-pays, la destruction du matériel de campagne électoral

⁶ MICHAUD, Y., *La violence*, Gallimard, Paris, 1978, p. 126.

ont été savamment utilisés dans le but de garder une ascendance sur les autres challengers. C'est donc en usant de cette stratégie que plusieurs paisibles citoyens (journalistes, défenseurs des droits de l'homme, observateurs locaux des élections, etc.) ont été arrêtés sinon payés les prix de leurs vies.

3.1. Le PPRD et le recours à la violence

Le PPRD avec son statut de parti au pouvoir avait la facilité de se servir de la force pour s'imposer et dicter sa loi en recourant à la violence. Lisenga Bolila Joël⁷ note quelques cas de violence perpétrés par le PPRD à Kinshasa et à travers le pays :

- l'arrestation et la torture du Pasteur Kutino Fernando, pasteur célèbre dans la ville de Kinshasa depuis le régime du Président Mobutu. Sa célébrité tient à la fois à la gigantesque église "armée de victoire" qu'il dirige ainsi qu'à ses prises de position très tranchées à l'égard des différents régimes qui se sont succédés : le régime du Président Mobutu, ceux de Laurent Désiré Kabila et de Joseph Kabila. Jugé proche de l'opposition, le pasteur Kutino Fernando était arrêté par les agents de sécurité dans son église et devant ses fidèles dans le but de l'empêcher de répéter inlassablement son slogan et son leitmotiv électoral « Sauvons le Congo » entre les mains des étrangers (rwandais) qui, selon les membres du PPRD, constituait un véritable

pamphlet lancé contre leur candidat Joseph Kabila et les candidats députés tant nationaux que provinciaux du PPRD.

- L'arrestation du pasteur Théodore Ngoy, membre de l'opposition qui fut molesté par les éléments de la police, son église pillée, ses fidèles violés. Le Pasteur Théodore Ngoy avait eu la vie sauve après s'être échappé et trouvé refuge à l'ambassade de la République Soudanaise.

- Les assassinats des Messieurs Muamba Bapuwa, ancien journaliste chez Jeune Afrique Economique et de Franck Ngyte Nkangundu, Directeur de rédaction du Journal la Référence-Plus. Ces deux journalistes étaient assassinés dans leurs résidences pendant la période pré-électorale. Comme l'affirme Fweley Diangitukwa⁸, le journaliste Muamba Bapuwa fut assassiné à cause de son engagement politique et pour avoir écrit des articles très critiques contre l'AFDL et le Président Joseph Kabila dans Jeune Afrique Economique, et d'avoir choisi de rentrer au pays à la veille de la campagne électorale.

Quant à Monsieur Franck Ngyte Nkangundu, il fut tué ensemble avec son épouse après avoir été accusé de préparer, en faveur du candidat Jean-Pierre Bemba Gombo, une série d'articles sur la fortune scandaleuse que le Président Joseph Kabila aurait investi à Dar-Es-Salam en République Tanzanienne.

⁷ Lisenga Bolila Joël, *La sécurisation des élections de 2006*, In Ngoma Binda Phambu Elie et alii, Les élections en RDC. Un regard transversal et prospectif sur les élections législatives et présidentielles de 2006, Ifep, Kinshasa, 2015, pp. 115 et sv.

⁸ Fweley Diangitukwa, *Les fraudes électorales. Comment on recolonise la RDC*, L'Harmattan, Paris, 2007, p. 39.

- Les assassinats n'ont pas épargné les militaires. Le major Laurent Gbonombe Koyambwa, directeur du bureau de l'informatique de la commission d'intégration des structures militarisées des forces armées de la République Démocratique du Congo fut assassiné dans sa résidence. Travaillant à la direction des statistiques militaires et plus précisément à la direction chargée d'organiser le brassage des soldats, il est reproché par le PPRD de savoir un peu trop sur les stratégies de cadrage sécuritaire ou mieux la cartographie des élections de 2006, qu'il aurait transmises discrètement à son frère de l'Equateur, Jean-Pierre Bemba Gombo. La mission d'observation électorale de l'Union Européenne note quant à elle que le premier incident grave du premier tour de la campagne électorale s'est produit dans le territoire de Masisi (Nord-Kivu) le 17 juillet 2006 avec le meurtre de quatre personnes par des assaillants non identifiés lors d'un meeting. Dans les Kasai, le Bandundu et l'Equateur, le rejet par les populations locales des candidats de la mouvance présidentielle a provoqué des heurts répétés et de multiples délits de droit.

La destruction du matériel pour plus de 170 bureaux de vote à Mbuji-Mayi le 29 juillet 2006, et l'incendie volontaire de 40 bureaux de vote à Mweka (Kasai-Occidental) le jour de l'élection, dimanche 30 juillet 2006, ayant entraîné la mort de deux personnes, ont constitué les violations les plus graves du droit de vote pendant cette période. Aussi, la même mission⁹ note que lors des élections provinciales et du second tour de l'élection présidentielle, les

heurts se sont multipliés. Ces heurts ont majoritairement eu lieu dans les régions considérées comme des fiefs de la présidence (Majorité présidentielle) où les représentants de Jean-Pierre BEMBA (avec son MLC) ont été pris à partie : le 16 octobre 2006, les affrontements de Lodja (Kasai-Oriental) entre partisans de l'Union pour la Nation (UN) et de l'AMP, ont constitué le premier incident de ce type. Les heurts les plus sérieux ont eu lieu à Bukavu et à Lubumbashi : à Bukavu, l'encerclement de la résidence du directeur de la campagne de Jean-Pierre BEMBA pour le Sud-Kivu, Anselme ENURUNGA, puis à Lubumbashi, l'attaque du cortège du Directeur de la campagne de Jean-Pierre BEMBA, le pasteur Théodore NGOY, le 18 octobre et le « siège » de son hôtel par les militants UNAFEC. Les incidents ont repris contre les manifestants de l'UN à Lubumbashi quelques jours plus tard. Ailleurs au Katanga, les représentants (candidats députés de MLC) de Jean-Pierre BEMBA ont également été systématiquement harcelés, rendant de fait inexistante la campagne électorale de l'UN. A Kindu (Maniema), deux poseurs d'affiche de l'UN ont été gravement blessés par des partisans de Joseph KABILA le 22 octobre.

Outre la violence physique, le PPRD a également recouru à la violence psychique. En effet, à la différence de la violence physique qui vise à causer un dommage au corps physique de l'homme, la violence psychique quant à elle atteint l'âme humaine. Elle vise à réduire la capacité mentale. Elle se manifeste sous forme de campagnes de désinformation, d'intimidation,

⁹ Ngoma Binda Pambu Elie, *Op.cit.*, pp. 97-98.

de menace, d'endoctrinement, de lavage de cerveau, etc. Utilisée comme stratégie du succès par le PPRD, la violence psychique s'était concrétisée par la campagne d'intimidation orchestrée principalement dans les provinces de l'Est (sa chasse gardée ou sa zone d'influence) mais aussi par le mythe « Katakata » ou « coupeurs des têtes » menés dans les grandes villes du pays.

En effet, profitant des traumatismes et de la psychose créés par des guerres récurrentes dans les provinces de l'Est du pays, la campagne d'intimidation a été savamment montée par les services de sécurité au service des candidats de la famille politique du PPRD afin de conditionner psychologiquement la population à voter pour Joseph Kabila ainsi que les candidats députés nationaux et provinciaux de son parti, le PPRD, sinon de sa famille politique. Cette stratégie a consisté à distiller des messages d'intimidation et des terreurs sur une éventuelle reprise des guerres et autres atrocités en cas de l'échec du candidat Joseph Kabila et les candidats députés nationaux et provinciaux de l'AMP aux élections. En d'autres termes, la violence psychologique a été utilisée pour apprivoiser les électeurs de l'Est du pays afin de les amener à voter massivement pour le candidat Joseph Kabila (et les candidats députés nationaux et provinciaux de son camp). Cette stratégie a consisté donc à présenter Joseph KABILA comme le seul et le vrai faiseur de paix du pays en général et des provinces de l'Est, l'espace swahiliphone (Nord-Kivu, Sud-Kivu, Province-Orientale, Maniema et Katanga) en particulier. C'est ainsi que pendant la période de

la campagne électorale, des tracts contenant des messages des terreurs furent jetés dans plusieurs villes de l'Est.

A ceci s'ajoutent la diffusion par la chaîne de télévision nationale des images macabres ayant trait à la guerre et d'autres formes d'atrocités survenues à l'Est peu avant les élections afin de susciter la peur sinon conditionner psychologiquement les électeurs. Une autre forme de violence psychique à laquelle de PPRD a recouru est le mythe « Katakata » ou « coupeurs des têtes ». Une stratégie d'intimidation montée par les services de sécurité dans le but de terroriser et de conditionner la population des grands centres urbains du pays à la veille des élections. Ce mythe a consisté à produire de manière très spectaculaire, dramatique et publique certaines scènes macabres comme des assassinats, des cadavres jetés sur les lieux publics, les enlèvements spectaculaires afin de créer la panique et la peur, et d'étouffer ainsi le dynamisme et l'attachement aux idées de l'opposition qui caractérisaient les populations de la plupart des milieux urbains à la veille du scrutin.

Dans la ville de Kinshasa, par exemple, considérée comme le premier bastion de l'opposition, plusieurs scénarios de teneurs ont été enregistrés : les braquages nocturnes, les enlèvements en pleins jours, les tirs sporadiques en armes automatiques, des assassinats, des aspersions nocturnes de sang dans les arrêts de bus, etc. par des bandes non identifiées surnommées au regard de la cruauté de leurs

actes : les « Katakata ». Des actes similaires ont été aussi commis dans les villes de l'Est sous le terme de « Cinja-cinja ».

Le PPRD a enfin recouru à la violence structurelle pour s'imposer aux élections. La violence structurelle est une violence ancrée dans les structures sociales. Elle est moins visible que les instruments de violence physique et psychique. Un tel type de violence se manifeste par des actes de discrimination sur les plans politique, économique et socio-professionnel.

En effet, prétextant d'assurer la sécurité du processus électoral, des unités de la garde présidentielle ainsi que d'autres services de sécurité, ont posé des actes qui ont visiblement favorisé la tricherie et auguré de la victoire électorale du candidat Joseph Kabila et des candidats députés de l'AMP. A titre exemplatif, nous citons : le vidange des carburants dans les aéroports et ports afin d'empêcher les candidats de l'opposition de circuler pour battre campagne, les intimidations de la population, la création de l'insécurité durant le processus électoral. En immobilisant leurs avions, nombre des candidats de l'opposition politique en sont tombés victimes, car ils se sont retrouvés bloqués, en pleine campagne, soit dans la capitale soit dans l'arrière-pays. Et comme le fait remarquer le Ministre allemand des Affaires Etrangères : « les conditions sécuritaires qui ont entouré les élections de 2006 sont à la base de la fraude massive qui a entaché le processus faisant ainsi douter de la crédibilité des résultats des élections ». Ceci par le fait que les dispositifs

sécuritaires mis en place souffraient d'une certaine partialité, et constituaient de manière tacite un avantage pour le candidat Joseph Kabila et sa famille politique, l'Alliance de la Majorité Présidentielle (AMP), au détriment des candidats de l'opposition principalement Jean-Pierre Bemba et ses candidats aux législatives. C'est le cas par exemple des éléments de la Garde républicaine qui se sont livrés de manière ponctuelle, à des exactions ciblées sur les militants MLC, notamment à Kisangani.

Ce privilège sécuritaire a été observé principalement dans le déploiement stratégique des unités de la garde présidentielle ainsi que d'autres services de sécurité favorables à l'AMP, avant et pendant le scrutin, dans les aéroports, les ports et autres voies de communication du pays en général et dans les provinces de l'Est en particulier. On présentera, dès lors, ces forces comme neutres, et cette neutralité apparente et ambiguë, permettra de cacher ou de couvrir la fraude jusqu'au bout. La recrudescence de ces fraudes et irrégularités constatées lors des élections de 2006 constitue une preuve éloquente. Ce flou sécuritaire entretenu sous la bénédiction de la communauté internationale qui a entièrement parrainé le scrutin n'a été qu'à l'avantage des candidats de l'AMP. Les allégations du Commissaire européen, Louis Michel, peu avant le scrutin (le 18 juin 2006) sur la chaîne belgo-luxembourgeoise RTL TV, selon lesquelles : « Monsieur Joseph Kabila représentait un espoir pour son pays. L'Union européenne devrait s'investir pour sa réussite et

son succès électoral »¹⁰. Cette stratégie a bien servi le PPRD à la lumière des résultats que ce parti a obtenus à l'Est. Car comme relevé plus haut, 80 de ses 111 sièges à l'Assemblée nationale et soixante-seize (76) sur les 132 sièges obtenus aux Assemblées provinciales lui viennent des provinces de l'Est du pays.

3.2. Le MLC et le recours à la violence

Le MLC, à l'instar du PPRD qui avait fait de l'Est sa chasse gardée, avait fait de même pour les provinces de l'Ouest avec le recours à la violence physique, psychique et structurelle car la garde et les agents de sécurité acquis à sa cause se sont comportés de la même manière de ceux du camp de l'AMP. A Kinshasa par exemple, considéré comme le premier bastion de l'opposition, toutes les grandes sorties publiques du candidat Jean-Pierre Bemba Gombo et le MLC se soldaient par des violences. C'est ainsi qu'après son meeting tenu au stade Tata Raphaël, ses partisans suffisamment harangués et déguisés en « enfants des rues », se sont pris brutalement aux militants du PPRD, molestant à mort tous ceux qui portaient l'effigie du candidat Joseph Kabila. Lors de ces violences que nous avons personnellement vécues, six policiers sont tués en voulant établir l'ordre. Sur ce registre des violences s'ajoute le pillage de l'église du Pasteur Sony Kafuta, jugé très proche du camp Kabila sans oublier la destruction du bâtiment abritant la Haute Autorité des Médias, une des institutions d'appui à la démocratie.

Aussi, les résidents dans les homes des étudiants, ont vu sur le campus de l'Université de Kinshasa, une mare de sang et quelques effets militaires (tenues, bottes, poignards...) qui furent jetés derrière le bâtiment abritant la Faculté de Droit. Cette stratégie aurait été montrée par la garde de Jean-Pierre Bemba Gombo créant un climat d'insécurité dans le but de plus ternir l'image du PPRD et son candidat à la présidence, Joseph Kabila.

Il est à noter que des cas de violences se sont multipliés dans les régions perçues comme acquises à l'opposition : la visite de Nzanga Mobutu à Lisala (Equateur), a été marquée par des jets de pierres nécessitant l'intervention de la police. A Boma (Bas-Congo), le directeur provincial de la campagne de l'AMP a été empêché de battre campagne ; les militants du MLC avaient lapidé l'épouse de Joseph Kabila mais aussi les sachets contenant des urines étaient jetés sur sa délégation. Dans le Bandundu, à Kikwit, le 27 octobre, puis à Idiofa, les installations de PALU ont été prises d'assaut par les militants de l'UN. A Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental), le même jour, un cortège de l'AMP a été reçu par des jets de pierres. Le dérapage armé le plus grave de la période, était un vif accrochage qui s'est produit le 26 octobre, à Gbadolite (Equateur) autour des locaux de Radio Liberté (Pro-Bemba) entre NZANGA MOBUTU (UDEMO, allié de Joseph KABILA et les forces de Jean-Pierre BEMBA). Les échanges de tirs ont fait d'au moins 4 personnes tuées et avait nécessité l'extraction de NZANGA MOBUTU sous protection de la MONUC.

¹⁰ Fwely Diangitukwa D., *Lettre à tous les Congolais. Savoir gouverner, servir la République*, éd. Afrique Nouvelle, 2003, p. 141.

Aussi, les discours très haineux des lieutenants du MLC n'ont pas permis aux candidats du PPRD de battre librement campagne dans les provinces de l'Ouest. Comme par le PPRD, le MLC a obtenu ses meilleurs scores électoraux à l'Ouest : 38 sur 64 députés nationaux et 76 des 104 députés provinciaux.

4. LA FORCE FINANCIERE ET SON APPORT DANS LE SUCCES ELECTORAL DU PPRD ET DU MLC

Les deux premières stratégies de compétition auxquelles les deux forces politiques ont recouru sont le recours aux leaders locaux qui leur a permis à recruter les cadres

(élites) et le recours à la violence sous ses diverses formes. Nous soutenons que ces deux stratégies de compétition ont été associées à une troisième très déterminante qui est la force financière.

En effet, la participation du PPRD et du MLC au sein des institutions politiques et d'appui à la démocratie à l'issue du DIC a constitué un matelat financier pour ces deux forces politiques comme l'atteste le tableau n° 3 ci-dessous qui reprend les différents postes attribués à chacune de ces deux forces politiques. C'est grâce à cette manne financière que le PPRD et le MLC ont pu soutenir tout le processus électoral de la phase pré-électorale à la phase électorale et même post-électorale.

Tableau n° 3. Participation du PPRD et du MLC aux institutions politiques de la transition

Force politique	Portefeilles ministériels	Vice-ministres	Sièges à l'Assemblée Nationale	Bureau de l'Assemblée Nationale	Sièges au Sénat	Bureau du Sénat
PPRD	1. Intérieur, Décentralisation et Sécurité 2. Presse et Information 3. Finances 4. Petites et Moyennes Entreprises 5. Energie 6. Santé 7. Cultures et Arts	1. Affaires étrangères 2. Intégratio de l'armée 3. Mines 4. Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel	94	Premier Vice-Président	22	3 ^{ème} Vice-Président
MLC	1. Affaires	1. Intérieur	94	Président	22	2 ^{ème}

	Etrangères et Coopération Internationale 2. Plan 3. Budget 4. Agriculture 5. Travaux Publics et Infrastructures 6. Enseignement Primaire et Secondaire 7. Jeunesse et Sports	2. Défense 3. Finances 4. Portefueille			Rapporteur Adjoint
--	--	--	--	--	-----------------------

4.1. De la sélection des candidats

Par sélection des candidats, nous entendons le processus par lequel une personne ayant des ambitions de briguer un mandat électif est présentée sur la liste par validation à la Commission Electorale Indépendante. Ce processus diffère selon qu'il s'agisse d'un grand ou d'un petit parti politique. Dans le cadre de notre travail, nous nous pencherons à la sélection des candidats par le PPRD et le MLC jugés grands partis politiques.

Cette procédure (de sélection des candidats) est complexe au sein de ces deux forces politiques à cause du manque d'un vademecum qui définit clairement la procédure de sélection des candidats. De ses entretiens avec différents cadres du PPRD, Kuna Maba Mambuku Germain¹¹ note que pour sélectionner

ses candidats, ce parti a vraisemblablement procédé de la manière suivante :

- Création des commissions spéciales d'identification des potentiels candidats. Bien avant l'appel à candidature, des commissions ont été mises sur pied et déployées dans tout le pays et ont procédé par des enquêtes sur la popularité des membres du parti dans leur milieu de vie (leur fief électoral sous-entendu). Aidées par le rapport des services d'intelligence provinciaux et locaux, ces commissions ont fini par élaborer, pour chaque circonscription électorale, une liste des membres du parti, susceptibles d'être retenus dans le cadre de la députation tant nationale que provinciale ;
- Création et mise en place des

¹¹ Kuna Maba Mambuku Germain, *Sélection des candidats et campagne électorale au sein des partis et regroupements politiques en RDC*, Kas, Kinshasa,

commissions de sélection des candidats par une décision du Secrétaire Général, ces commissions, dont une par province, avaient comme principale mission d'élaborer la liste des candidatures du parti à la députation. Chaque commission était composée des délégués du Secrétaire Général et du Secrétaire Exécutif Provincial ;

- Constitution des dossiers des candidatures à la commission : le membre du parti qui désire se présenter aux élections devrait formuler sa demande auprès de ladite commission, en y joignant ses dossiers (différentes attestations, CV, deux photos passe-ports, carte d'électeur, etc.) ;
- Examen des dossiers par la commission. Après avoir réceptionné les différentes demandes, la commission s'est attelée à leur minutieuse analyse. Les candidatures fantaisistes et poids plumes étaient éliminées, suivant le rapport de la commission spéciale d'identification des potentiels candidats. Des dossiers incomplets étaient identifiés et les concernés invités à se mettre en ordre ;
- Transmission du rapport au Secrétariat Général. Ledit rapport, avec en annexe, la liste des candidats sélectionnés, est destiné au Secrétariat Général du parti. Certaines commissions ont annexé aussi la liste des candidats non sélectionnés mais jugés utiles ;
- Elaboration de la liste définitive. Sur

base du rapport de chaque commission, le Secrétariat permanent dressera la liste de candidats avec ou sans toilettage. Ladite liste est renvoyée aux différents secrétariats exécutifs provinciaux pour exécution. Cette procédure était identique avec celle du MLC mais à des degrés d'organisation un peu différents.

4.2. De la campagne électorale

A côté de la sélection des candidats, la campagne électorale constitue comme pour la sélection des candidats une deuxième étape cruciale pour laquelle le PPRD et le MLC ont mobilisé des moyens financiers très importants pour leur succès électoral.

Par campagne électorale, on entend la période précédant une élection, durant laquelle les candidats et leurs partis font leur promotion dans le but de récolter le plus grand nombre de voix possible.

En République Démocratique du Congo, la campagne électorale est encadrée par la constitution, la loi organique portant création et fonctionnement de la CEI, telle que modifiée à ce jour, le Décret-loi 196 du 29 janvier 1999 sur les manifestations et réunions publiques, le code de bonne conduite des partis et regroupements politiques ainsi que les instructions de la Police Nationale Congolaise sur la sécurisation de la campagne électorale.

Les enjeux autour des élections législatives et provinciales de 2006 étant le contrôle du pouvoir après une période de transition, le PPRD et le MLC, les deux partis

politiques ayant plus des représentants aux seins des institutions se voyaient obliger de soutenir leurs candidats pour se maintenir dans le cillage du pouvoir.

Ngoma Binda Elie (2005, 17-19) fait observer que « *la campagne électorale a révélé effectivement que les électeurs étaient de loin plus préoccupés par l'argent apporté, ou censé être apporté par le candidat, que par le discours, l'idéologie ou autres « choses intellectuelles » glosées par ce dernier. Le mot d'ordre tactique parmi la population était celui de flatter, de considérer comme étant leur candidat unique, quiconque se présentait comme un « Apesa atalata te » (il donne sans regarder, sans compter, avec générosité sans bornes). Quiconque se risquait à répartir sans rien laisser, en « sec » ou (pièces sonnantes et trébuchantes) ou en « mouillé » (en nature, principalement de la bière et des boissons sucrées), était farouchement pourchassé et harcelé. Rien pour rien, tel était le slogan, même le service est suscité, ardemment, par la population elle-même regroupée autour de quelques malins activistes, épousant cyniquement la cause de tous les différents candidats, sans considération aucune de couleurs idéologiques, de camps et parrains politiques des quémandeurs de suffrages ».*

Et de sa part, Madame Ailela Zabibu Agnès, proche parente de Monsieur Musemena Bongala Gaston, candidat député national du PPRD dans la circonscription électorale d'Ubundu dans la Province-Orientale, nous rapporte que ce dernier avait consolidé son avance sur les autres candidats et se faire élire

avec 15.484 voix grâce à sa stratégie de faire préparer de grandes marmites des haricots et du riz pour nourrir les électeurs. Des cas similaires étaient légion à travers la République. Ceci revient à dire que sans moyens financiers très importants, la victoire électorale reste une illusion tant pour les candidats que par les partis politiques.

Le cas le plus emblématique pour la ville de Kinshasa nous vient de la circonscription électorale de la FUNA (Kinshasa 3) dans laquelle le Professeur Samuel Loka-ne-Kongo que nous accompagnons était candidat député national à côté de Monsieur Ingele Ifoto, alors Ministre des Mines. La victoire de Monsieur Ingele Ifoto lui est venue des moyens financiers mobilisés par ce dernier, le professeur Loka-ne-Kongo devant ses maigres sinon son manque de moyens financiers ne pouvait que constater dans l'amertume son échec très cuisant.

Deux pistes ont été exploitées par ces deux forces politiques pour soutenir la campagne de leurs candidats ; à savoir, leur soutien symbolique en payant leurs cautions et un soutien financier mais aussi et surtout en permettant à leurs cadres gestionnaires des institutions ou des entreprises publiques et régies financières de se présenter comme candidats aux élections. Ces derniers avaient tiré les ressources financières pour leurs campagnes électorales des portefeuilles sous leur gestion.

Nous avons personnellement vu des gouverneurs de provinces, des ministres, des gestionnaires des entreprises publiques et des régies financières battre campagne avec les moyens financiers de l'Etat et soutenir d'autres

candidats en puisant dans les derniers publics. Ce soutien a permis aux candidats sérieux de ces deux forces politiques ou autres à faire face aux dépenses dépassant les 60.000 \$ US et ainsi se faire élire.

Le tableau n° 4 ci-dessous reprend quelques dépenses effectuées par des candidats sérieux dans le cadre de leur campagne à la députation.

N°	Article	Quantité	Coût unitaire/USD	Coût total/USD
1.	Impression T-shirt	3000	3	9000
2.	Drapelets	5000	0,5	2500
3.	Cartes	10000	0,15	1500
4.	Panneaux publicitaires	5	2500	10000
5.	Banderoles	100	40	4000
6.	Dépliants	5000	0,5	2500
7.	Mégaphones	50	15	750
8.	Affiches	2000	1	2000
9.	Location quartier général	3	300	900
10.	Achat chaises	500	10	5000
11.	Achat pagnes	200	10	2000
12.	Achat bassines	500	2,5	1250
13.	Organisation de meetings	2	1000	2000
14.	Rencontre dans les bases	Illimités	500	5000
15.	Prime des mobilisateurs	20	150	3000
16.	Autres dépenses carburant, libéralités, ...	-	-	5000
17.	Médias	-	-	5000

18.	Prise en charge des témoins	50	-	250
-----	-----------------------------	----	---	-----

Source : Ce tableau a été constitué par le Professeur Kuna Maba Mambuku Germain après son entretien avec un candidat député ayant requis l'anonymat.

V. CONCLUSION

L'étude que nous venons de boucler a porté sur l'analyse des stratégies des deux premières forces politiques aux élections législatives et provinciales de 2006. Elle vient de nous permettre de rendre intelligible les stratégies auxquelles le PPRD et le MLC ont mis sur pied pour émerger mieux et faire d'eux les deux premières forces politiques du pays en moins de cinq années de leur existence.

En effet, après proclamation des résultats à l'issue desdites élections, le PPRD a obtenu cent onze sièges à l'Assemblée Nationale dont quatre-vingt à l'Est, dix-sept à l'Ouest et quatorze au Centre. A la députation provinciale, il a décroché cent trente-deux députés dont trente-quatre à l'Ouest, soixante-seize à l'Est et vingt et un au Centre.

Quant au MLC, deuxième force politique a obtenu soixante-quatre sièges à l'Assemblée Nationale dont trente-deux à l'Ouest, onze à l'Est et quinze au Centre. A la députation provinciale, il a décroché cent et quatre députés dont soixante-seize à l'Ouest, onze à l'Est et dix-sept au Centre.

Ces résultats électoraux corroborent avec la réponse provisoire donnée tout au début de ces recherches selon laquelle le PPRD et le

MLC auraient recouru à un ensemble de stratégies et d'actions politiques soutenues par les moyens financiers pour s'imposer dans l'espace politique congolais. Et les stratégies dominantes qui ont justifié leur succès électoral sont le recours aux leaders locaux, le recours à la violence et la force financière.

Le recours aux leaders locaux a contribué au succès électoral de ces deux partis politiques par le fait pour eux de commencer leurs activités politiques en s'appuyant sur des personnalités ayant une notoriété dans leurs terroirs d'origines. Fweley Diangitukwa a raison lorsqu'il dit que le recours aux leaders locaux (identité du terroir) est un « ensemble des stratégies de conquête et de conservation des positions du pouvoir au niveau national mais qui fait du terroir d'origine une carte maîtresse, une rampe de lancement sur l'échiquier national ». Ces leaders locaux à la grande majorité étaient élus ou avaient fait élire les personnes qu'ils avaient recrutés candidats députés nationaux ou provinciaux.

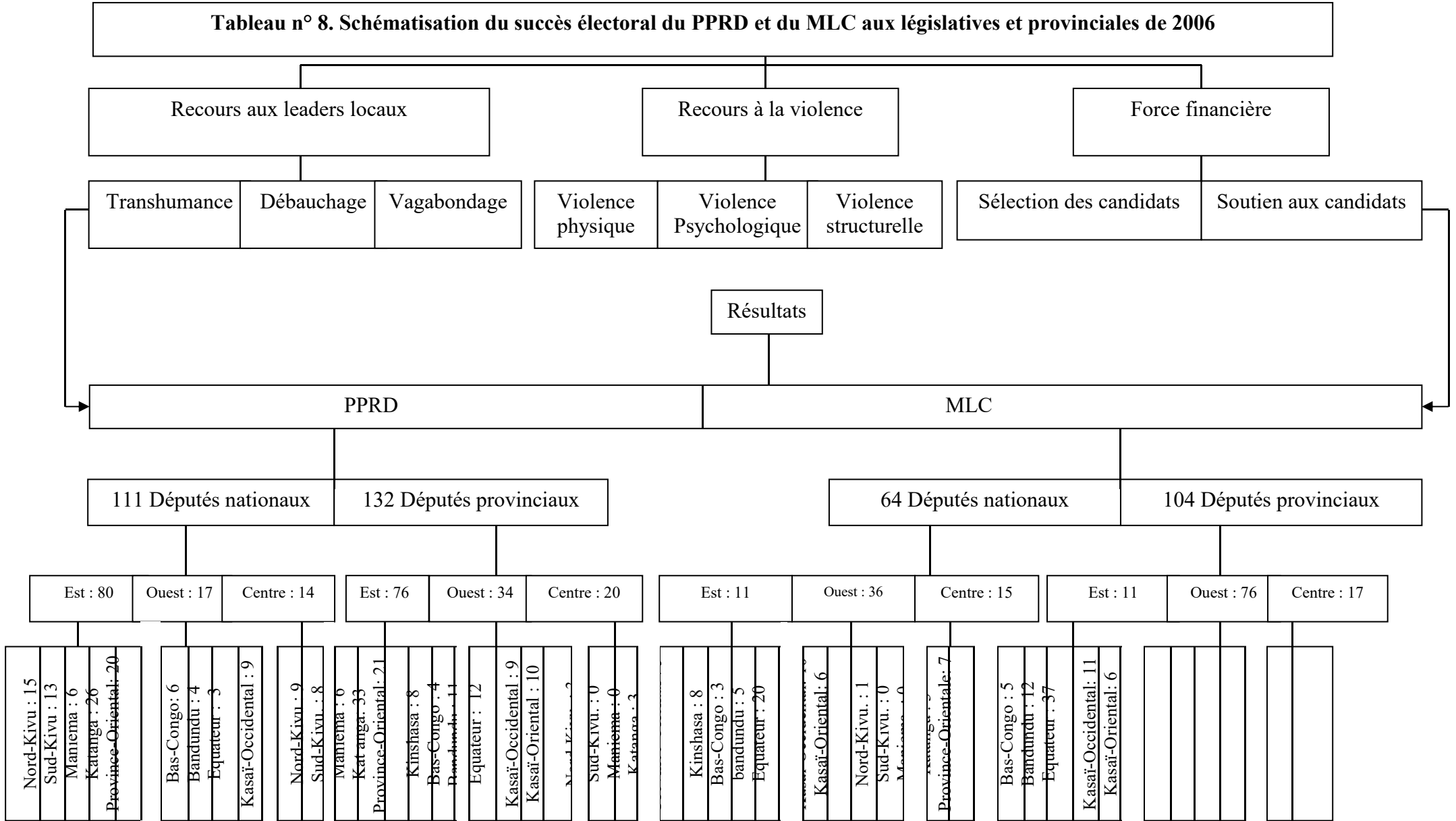
Le recours à la violence avait aussi largement contribué au succès électoral tant pour le PPRD que pour le MLC. En effet, si le PPRD était la première force politique, c'est grâce à ses quatre-vingt députés nationaux et soixante-seize députés provinciaux obtenus à l'Est, sa zone d'influence, lesquels est les fruits de sa campagne de terreur. Bucyalimwe Mararo

Stanislas le traduit en ces termes : « les élections (à l'Est) signifiaient : « le bulletin dans une main, l'arme dans une autre et l'argent dans une gibecière ».

Le MLC a fait de même par les provinces de l'ouest, sa zone d'influence où il a fait trente-six députés nationaux et soixante-seize députés provinciaux. Les témoignages recueillis nous ont renseigné que les candidats autres que ceux du MLC avaient du mal à battre librement campagne principalement à l'Equateur et dans d'autres provinces de l'Ouest. Et ces deux premières stratégies ne pourraient porter leurs fruits que soutenues par les moyens financiers.

Le tableau n° 5 ci-dessous illustre les rapports étroits entre les stratégies et les résultats électoraux de ces deux forces politiques.

Tableau n° 8. Schématisation du succès électoral du PPRD et du MLC aux législatives et provinciales de 2006



BIBLIOGRAPHIE

- Loi numéro 06/006 portant organisation des élections présidentielles, législatives, provinciales, urbaines, municipales et locales du 09 mars 2006, In *Le Journal Officiel de la RDC*, Cabinet du Président de la République, 47^{ème} numéro, première partie, numéro spécial, Kinshasa, 10 mars 2006.
- Loi n° 04/009 du 5 juin 2004 portant organisation, fonctionnement et attributions de la Commission Electorale Indépendance, Journal Officiel, Numéro spécial, 20 juin 2006.
- Loi n° 04/028 du 24 décembre 2004 portant identification et enrôlement des électeurs, Journal Officiel de la République Démocratique du Congo, Numéro spécial, 20 juin 2006.
- Loka-ne-Kongo, *Lutte de Libération et Piège de l'Illusion. Multipartisme Intégral et dérivé de l'opposition au Zaïre*, Puz, Kinshasa, 2000.
- Mabiala Mantuba-Ngoma Pamphile, *Les élections dans l'histoire politique de la République Démocratique du Congo (1957-2011)*, Médiaspaul, Kinshasa, 2013.
- Ngoma Binda Elie et alii, *Les élections en RDC*, Un regard transversal et prospectif sur les élections législatives et présidentielles de 2006, ITEP, Kinshasa, 2015.
- Kound Erick, *La géo-qualimétrie : théorie et pratique*, éd. Sciences et savoir, Dakar, 2007, pp. 16-17.
- Kuna Maba Mambuku Germain et alii, *Cartographie des partis politiques et la République Démocratique du Congo*, Kas, Kinshasa, Octobre 2021, pp. 17 et sv.
- MBIKAYI MUNDEKE Alex, *Le phénomène de violence dans le système politique zaïrois post-colonial*, Essai d'explication de ses fondements et mécanismes, Thèse de doctorat, UNIKIN, 1997, p. 138.
- MICHAUD Y., *La violence*, Gallimard, Paris, 1997, p. 126.
- Lisenga Bolila Joël, *La sécurisation des élections de 2006*, In Ngoma Binda Pambu Elie, *Les élections en RDC. Un regard transversal et prospectif sur les élections législatives et présidentielles de 2006*, Ifep, Kinshasa, 2015, pp. 115 et sv.
- Fweley Diangitukwa D., *Les fraudes électorales. Comment on recolonise la RDC*, L'Harmattan, Paris, 2007.
- Fweley Diangitukwa D., *Lettre à tous les Congolais. Savoir gouverner, servir la République*, éd. Afrique Nouvelle, 2003, p. 141.
- Kuna Maba Mambuku Germain, *Sélection des candidats et campagne électorale au sein des partis et regroupements politiques en RDC*, Kas, Kinshasa, 2020.

★Regard Analytique Des Strategies Des Deux Premieres
Forces Politiques Aux Elections Legislatives Et
Provinciales De 2006 En Rd Congo.

Received 30 July 2022; Accepted 15 August 2022
Available online 25 August 2022